

En février 2006, **CINQUIÈME ANNIVERSAIRE** de MENS SANA

Quoi de neuf depuis février 2005?

Rassurez-vous, ce sera fort vite dit: RIEN DU TOUT!

Certains font grand cas de leurs "actions" en faveur de la "promotion de la santé mentale" mais, comme d'habitude, aussi débordantes de bonnes intentions soient-elles, il ne s'agit pourtant que de manifestations ponctuelles, épisodiques, anecdotiques: par exemple, l'une ou l'autre représentation théâtrale à laquelle participent des malades mentaux (?) dont en réalité personne ne sait ni ne semble se préoccuper réellement de savoir quel bénéfice [*thérapeutique?*] ils retirent de cet exercice, quelle satisfaction personnelle ils en gardent et pendant combien de temps ils s'en souviendront? (*Mais cela donne tellement bonne conscience aux organisateurs de ces manifestations, qu'alors ils veulent les présenter comme un "résultat" dont ils nous vantent l'apparence...*)

D'autres encore se rassemblent pour pondre un recueil collectif qu'ils appellent "livre" (*tout aussi anecdotique*), et lui donnent le titre "Au plus près des gens", que sans doute ils croient accrocheur (v. *Mots de Psys*). Le contenu de ce magnum opus laisse entrevoir que les malades mentaux chroniques dont les auteurs prétendent se rapprocher et qu'ils disent aider, en réalité ne sont pas connus de ces "professionnels", et on peut se demander si ces derniers s'y intéressent réellement, car ils semblent bien plus se préoccuper de "l'image que le public se fait de la santé mentale" que de faire vraiment, immédiatement et concrètement, bénéficier les malades mentaux chroniques de leur sollicitude active (*mais cela donne probablement aux rédacteurs le sentiment tellement gratifiant de pouvoir montrer à tous qu'ils participent à une bonne oeuvre, qu'alors ils se persuadent plus aisément de leur bonne conscience et ne se demandent même plus si l'image qu'ils tentent de suggérer par leurs écrits suffit ou non à créer à elle seule l'objet qu'elle serait censée refléter: créons et sauvons des apparences, ce sera toujours cela! On pourra toujours croire qu'il ne peut pas y avoir de fumée sans feu...*)

A plus haut niveau encore, c'est-à-dire celui de l'Union européenne, des experts (?) pondent, eux aussi, à l'instar de l'O.M.S. qui manifestement leur sert en tout de modèle et d'autorité intellectuelle suprême et incontestable, un document sous forme d'un "Livre vert" (*couleur joignant l'agréable à l'utile: l' "écologique" à la symbolique de l'espoir*) pour nous convaincre de leur empressement permanent et de leur sollicitude ininterrompue pour la "santé mentale" des citoyens européens. Ces préoccupations fort louables se "concrétisent" sous forme de peut-être profondes mais certainement aussi interminables réflexions sur "la stratégie sur la santé mentale" [sic] à mettre, un jour (*Dieu seul sait quand*), en oeuvre en Europe. Cependant, puisqu'il s'agit de l'Europe, c'est à chaque Etat constituant cette Union européenne qu'il incombe de créer chez lui les moyens, tactiques cette fois, pour conférer à cette stratégie une existence réelle, une certaine "crédibilité opérationnelle". Et cela, l'Union européenne en tant que telle (?) n'a surtout pas à s'en mêler: ce serait s'ingérer dans la politique des états membres. On a donc encore bien le temps d'attendre: le temps que d'autres experts, nationaux cette fois, se penchent sur les recommandations qui leur reviendront "d'en haut", pour réfléchir à leur tour avec toute l'attention, la prudence, la lenteur requises par ce sujet délicat, sur les moyens nécessaires à rassembler et à proposer à l'approbation de leurs ministres "compétents" respectifs. Ensuite, les ministres, à leur tour (*et combien en avons-nous, en Belgique?*) réfléchiront à leur budget, en discuteront peut-être entre eux, et seront probablement bien aises d'en laisser l'épineuse question à l'équipe ministérielle qui risque à tout moment de leur succéder. Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour qu'on passe "aux actes"?

Prenons, pour comparaison, des domaines de notre vie sociale belge qui n'ont rien à voir avec la "santé mentale".

En Communauté française de Belgique, on semble aujourd'hui découvrir pour la première fois la vétusté, voire l'insalubrité d'un grand nombre de bâtiments scolaires, et **on crie à l'urgence**. Brusquement, on cherche fébrilement des "montages" financiers permettant de rénover, puis d'entretenir ces bâtiments avant qu'ils ne s'écroulent sur la tête des élèves qui, depuis bien des années et avec leurs enseignants, voient venir les dangers que ces bâtiments aujourd'hui leur font courir, sans que, semble-t-il, aucun décideur politique ne s'en soit ému publiquement avant aujourd'hui. Voudrait-on pourtant nous faire croire que seuls les citoyens particuliers doivent faire preuve de prévoyance, qu'ils sont les seuls à s'apercevoir qu'ils doivent veiller à entretenir leur propre maison et qu'ils doivent y consacrer une partie de leur budget?

Faut-il évoquer les divers problèmes du logement social en Belgique, qui, eux aussi, semblent avoir surgi brusquement, sans prévenir?

Faut-il rappeler la surpopulation des prisons? Devons-nous évoquer l'état des "infirmes" qui y sont annexées et, par conséquent, la réalité des traitements qui y sont dispensés?

Devons-nous insister sur le nombre et la "qualité" des "centres d'accueil", que ce soit pour des étrangers réfugiés en attente de décision ministérielle ou administrative, ou pour des "mineurs d'âge" que les juges pour enfants tentent d'y envoyer sans toujours y parvenir et qu'ils laissent alors, bien malgré eux, libres de commettre de nouveaux délits?

Dans ces domaines-là, tout le monde parle des problèmes qu'on vient de mentionner, personne ne peut ignorer qu'il s'agit de prévoyance (*d'imprévoyance?*) et de problèmes de gros sous. Mais l'indignation est générale, et il va bien falloir qu'on tente enfin de remédier à des situations qu'on ne voulait sans doute pas voir venir mais qui, aujourd'hui, ne nous laissent pas de choix.

Ah! Oui... J'allais oublier de vous rapporter une grande "nouveau": une toute récente parole très révélatrice des préoccupations de notre ministre fédéral des Affaires sociales et la Santé publique. A la Chambre [fédérale] des représentants, à une question (n° 10040) de Mme la députée Ecolo Muriel Gerken à propos de "la reconnaissance des psychothérapeutes" (voyez <http://www.absym.be/chambre-sp-8-2-06.html>), Mr Rudy Demotte répondait, entre autres: "[...] *A mes yeux, l'important est de garantir la sécurité à ceux qui exercent le métier de psychothérapeute de manière honorable et d'écarter les charlatans [etc., etc.]*". Ceci pourrait laisser croire à ceux qui ne connaissent pas le réel souci de Mr le Ministre pour la "Santé mentale" et la "sécurité" de ses concitoyens malades (mentaux et autres), que celle-ci ne viendrait à ses yeux qu'après celle de leurs "thérapeutes". Gageons qu'il n'en est rien, mais que sans doute il importait avant tout de rassurer les diverses associations professionnelles de "psys" et apparentés, bien plus remuantes, nombreuses et revendicatrices que celles, fort timides et discrètes représentant les malades (*dont les revendications seraient moins importantes?*)

Et pour les malades mentaux, pour eux qui n'ont pas les moyens de se faire entendre, que **FAIT**-on réellement? Comme toujours, on cause, on cause, c'est tout ce qu'on sait faire... Tant que cela paraît marcher, nos décideurs préfèrent toujours s'en remettre aux illusionnistes.